



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 3

de la Décision d'exécution de la Commission relative au plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2022

Document d'action « Facilité de Coopération »

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Facilité de Coopération Référence opérationnelle OPSYS : ACT- 60897 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République centrafricaine (RCA)
4. Document de programmation	Programme indicatif multi annuel (PIM) 2021-2027 pour la RCA
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Transversal
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Transversal
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement): ODD 17 Partenariat mondial pour le développement
8 a) Code (s) CAD	Code CAD 1 — 15100 — Politiques publiques et gestion administrative — 80% Code CAD 2 — 99820 — Sensibilisation au développement r — 20%
8 b) Principal canal de distribution @	Canal 1- Institutions du secteur privé - 60000 Canal 2 - Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile - 20000

9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif
Numérisation Tags: connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Création d'emplois Compétences/compétences numériques services numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Connectivité Tags: transports Contacts interpersonnels Énergie		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 6 500 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 6 500 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	Modalité du projet Gestion directe par : Subventions, Marchés publics			

1.2 Résumé de l'Action

La Facilité de Coopération (FC) permettra d'accompagner la Coopération UE-RCA dans les domaines prioritaires retenus dans le Programme indicatif multi annuel (PIM) pour la période 2021- 2027.

L'objectif global de cette action est de renforcer l'efficacité du partenariat et la gestion de l'aide de l'Union européenne (UE), tout en renforçant la communication et la diplomatie publique de l'UE dans le pays.

Les objectifs spécifiques de cette action sont de (1) appuyer la mise en œuvre du Programme indicatif multi annuel 2021-2027 par des mesures de soutien appropriées et assurer la communication stratégique et la diplomatie publique; (2) soutenir des acteurs clés de la coopération UE-RCA avec un accent particulier sur le respect des principes de la Déclaration de Paris et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace; et (3) assurer un renforcement du rôle de la société civile dans la mise en œuvre des actions de la coopération UE-RCA et la prise en compte des questions transversales.

Les principaux résultats attendus concernent d'une part, la qualité de la programmation, l'identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi évaluation des programmes financés par l'UE dans une approche participative, et d'autre part, une visibilité accrue des actions de coopération de l'UE en RCA et le renforcement des capacités des organisations de la société civile à la fois comme interlocuteurs privilégiés de la coopération UE-RCA, garants de la transparence, de la bonne gouvernance en matière de mise en œuvre des politiques de développement et de gestion de l'aide au développement.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La RCA figure au plus bas des classements internationaux en ce qui concerne les indicateurs de développement humain, les mesures des inégalités et du climat des affaires. La RCA est classée au dernier rang sur 151 pays de l'indice ajusté des inégalités (IDHI), avec une valeur de 0,232. Les inégalités de genre sont importantes avec un indice d'inégalité de genre de 0,68 en 2019 plaçant le pays à la 188^e place sur 189; on note une amélioration sur la corruption avec une 154^e place sur 180 et un score de 24% pour l'indice de perception de la corruption 2021 de Transparency International.

¹ Art. 27 NDICI

Les dernières élections présidentielle et législatives en 2020-2021 se sont déroulées dans un contexte de fortes tensions politiques et d'insécurité, à la suite de l'offensive lancée par une nouvelle coalition armée (Coalition des patriotes pour le changement - CPC), arrivée aux portes de la capitale avec l'objectif de bloquer le processus électoral et de renverser les institutions. Les forces armées centrafricaines (FACA), accompagnées par les forces non-conventionnelles de la société privée Wagner, ont engagé une vaste contre-offensive visant à reprendre le contrôle des villes principales du pays ce qui a permis des progrès notables dans la reprise de territoire, au prix d'une augmentation de violations des droits humains et du droit international humanitaire dans les régions éloignées, documentés dans plusieurs rapports internationaux, y compris des Nations Unies. Le Dialogue républicain, tenu en mars 2022, a été boycotté par une partie de l'opposition. Celui-ci cependant produit plusieurs centaines de recommandations (seules un peu plus de 200 ont été validées par le président).

La persistance des conflits au cours de décennies d'instabilité a conduit près de 1,4 million de centrafricains à quitter leur foyer. Au 31 janvier 2022, la Commission des mouvements de population (CMP) faisait état de 652 036 personnes déplacées internes (PDI) en RCA. En outre, un grand nombre de réfugiés centrafricains sont toujours présents dans les pays voisins, à savoir le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo et la République du Congo, et en plus petit nombre au Soudan et au Soudan du Sud.

L'économie centrafricaine est fragilisée par les crises successives. Cette situation s'est aggravée avec l'apparition de la Covid-19 et avec le blocage du principal corridor d'approvisionnement du pays en provenance du Cameroun par les groupes armés, entre décembre 2020 et mars 2021. Le FMI a revu le taux de croissance en 2021 à la baisse (-1% au lieu de 3,5% prévu lors de la revue en Janvier 2021) : il faudra voir si ce blocage nuira à la croissance future, qui est prévue à 3,5% en 2022, 3,7% en 2023, et autour de 4% à moyen terme.

En matière de santé, le pays fait face à des niveaux de mortalité parmi les plus élevés au monde du fait d'un système de santé défaillant dû entre autres aux destructions répétées des infrastructures sanitaires, la faible présence de l'État et le sous-effectif du personnel de santé qualifié sur l'ensemble du territoire. Ainsi la couverture des services de santé de base est faible et l'accès à ses services est largement dépendant de la présence et du financement des partenaires externes, et de la modeste contribution directe des ménages.

De même, le secteur de l'éducation a été durement affecté par la succession des crises socio-politiques et comme conséquence, la réduction importante du nombre des enfants et de jeunes scolarisés. L'enseignement secondaire pour le moment fait face à d'importants défis. La transition vers le post-primaire est très limitée et les filles sont les plus défavorisées. Le manque ou la faible capacité du personnel enseignant qualifié constitue l'un des principaux freins à un accès pour une éducation de qualité, accès qui est en outre source de disparités géographiques créatrices de tensions sociales.

Les difficultés rencontrées pour améliorer la productivité du capital humain se retrouvent au sein de l'Administration nationale. La « restauration de l'État » sur l'ensemble du territoire reste un défi majeur en RCA, et toutes les administrations nationales, sectorielles et locales sont concernées par cet enjeu, inscrit dans le Plan national.

Les ressources naturelles de la RCA sont uniques sur les plans forestier, hydrique, minier et de la biodiversité. Le pays possède également une grande réserve de terres arables dont l'exploitation, couplée à une bonne gestion des réserves hydriques, pourrait assurer la création de nombreux emplois conduisant à la sécurité alimentaire, y compris la diminution de la malnutrition. Le renforcement de la gouvernance et de la gestion durable de ces richesses peut donc jouer un rôle primordial dans la stabilisation et le relèvement du pays. A contrario, l'absence de la bonne gouvernance est l'une des causes des crises et conflits tant au niveau national que régional.

Le gouvernement centrafricain a entrepris plusieurs initiatives et réalisations dans le cadre politique, institutionnel et juridique en vue d'améliorer le respect de l'égalité entre les hommes et les femmes et les droits humains. Cette volonté Gouvernementale affirmée par la prise en compte d'intégration du Genre dans les politiques, programmes et projets du pays ne correspond pas aux moyens déployés dans les programmes de promotion de la femme et les initiatives d'appui à l'intégration du genre dans les stratégies nationales et sectorielles et donc des résultats recherchés. La loi de la parité promulguée en novembre 2016, impose un quota d'au moins 35% de femmes dans les instances de prise de décisions à caractère nominatif et électif, tant dans les structures étatiques que privées, la mobilisation des femmes dans la lutte pour l'égalité tarde à concrétiser dans les faits. 9,8% de femmes magistrats,

5% de femmes dans le corps des avocats², et 12,8% (18 femmes députées sur 140) à l'Assemblée nationale. Sur une note positive, 44,4% des femmes siègent à la Cour Constitutionnelle.

L'UE est reconnue comme un acteur primordial de stabilisation et de construction de la paix en République centrafricaine. Le Programme indicatif multi annuel 2021-2027 (PIM), s'inscrit pleinement dans le contexte de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) de 2019 et des objectifs du Plan national de relèvement et consolidation de la paix 2017-2023 (RCPCA). La présente action comme mesure des supports vise à soutenir l'exécution des priorités du PIM sur le nouvel instrument de la coopération UE- RCA (Global Europe).

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

La mise en œuvre du Programme indicatif multi annuel (PIM) en RCA est susceptible d'être confrontée aux difficultés d'ordre structurel et conjoncturel qui vont limiter son efficacité. L'action répond aux problèmes suivants:

(i) la nécessité de **mobiliser de l'expertise** pour l'identification, la formulation des programmes et des projets de la coopération UE-RCA financés via le Programme Pluriannuel indicatif pour la période 2021-2027.

(ii) le besoin de mieux prendre en compte les **priorités** transversales du Programme indicatif multi annuel pendant toute la période de programmation 2021-2027 (la lutte contre la désinformation, l'approche basée sur les droits humains, l'approche genre, la protection de l'environnement et de la biodiversité, résilience face au changement climatique, etc.). Ainsi, la présente action comme instrument de contribution à la mise en œuvre des priorités sous le PIM permettra de s'assurer de l'alignement des activités avec les problématiques transversales prioritaires pour l'UE (par exemple en ligne avec le Plan d'action genre de l'Union européenne - Gender Action Plan - GAP III³, et le Pacte Vert). **L'approche Équipe Europe** sera aussi considérée comme un aspect transversal et à ce titre la Facilité de coopération pourra s'attacher à promouvoir cette approche et comment la renforcer.

(iii) De plus, l'existence de **mécanismes de coordination de l'aide** à l'échelle nationale avec les partenaires financiers, comme celui mis en place jusqu'à présent par le ministre d'État de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale pour les programmes mis en œuvre par le Fonds européen de développement (FED), est un élément clé d'appropriation et d'efficacité de l'aide. Or, les services de l'administration centrafricaine ont des difficultés à mobiliser les ressources financières, humaines et logistiques nécessaires, ce qui peut avoir des conséquences sur la mise en œuvre, le suivi évaluation des programmes européens dans une approche participative voulue par toutes parties. La Facilité de Coopération permettra ainsi de mener une transition réussie entre les deux instruments financiers (le FED et le NDICI) et permettra d'appuyer lorsque nécessaire les ministères sectoriels en charge de l'exécution des projets sectoriels.

iv) Le besoin de **mieux communiquer** sur des thématiques prioritaires du PIM auprès d'un large public et la nécessité de développer la diplomatie publique de l'UE dans un contexte de désinformation, manipulation de l'information et de manque de connaissance et de compréhension des interventions de l'UE en RCA. Cela s'appuiera également sur la stratégie de la délégation en matière de communication.

Au-delà d'un soutien aux capacités nationales, cette action vise à améliorer la communication quant à l'action européenne, en particulier des Initiatives Équipe Europe, afin que celle-ci soit mieux connue et comprise par un large public centrafricain. Le recours à des agences spécialisées de communication, qui émergent de plus en plus au niveau national, pourra être envisagé. Enfin, une communication avec des partenaires like-minded, peut être envisagée afin de renforcer la visibilité de l'action de l'UE.

(v) le besoin de **soutenir la société civile locale**, pour qu'elle puisse contribuer au dialogue politique, à la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques, plans et programmes de développement de l'UE et nationaux. Le renforcement des capacités de la société civile pourra lui permettre de participer aux processus d'élaboration des politiques de manière significative et de manière structurée. Les organisations de la société civile

² Rapport d'analyse sexo-spécifique, ONU Femmes/PNUD, 2021

³ Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) - Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne. JOIN(2020) 17 final du 25.11.2020

centrafricaine sont en effet confrontées à des problèmes de capacités internes, notamment en ce qui concerne leur propre gouvernance et responsabilité, ce qui entrave leur crédibilité et leur efficacité.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Le Gouvernement **centrafricain** notamment le **ministre d'État au Plan, de l'Économie et de la Coopération Internationale, interlocuteur entre l'UE et les ministères techniques**. Il faut noter que même si des programmes de formation et de renforcement des capacités des cadres des ministères techniques et ceux du RCPCA sont actuellement en cours et pourront produire des résultats à moyen terme, des actions ponctuelles d'appui sont nécessaires afin qu'à court terme les ministères partenaires et acteurs non étatiques soient capables de participer à l'identification, la programmation des actions, ainsi que d'assumer leur rôle de maître d'œuvre des programmes de coopération et d'acteurs essentiels de la coopération au développement. A cet effet, la présente action a comme objectif d'appuyer les ministères techniques dans la préparation des programmes et projets de qualité, et de susciter le dialogue en vue d'accroître l'impact des interventions de l'UE. Cette volonté exige un travail plus approfondi et plus qualitatif de conception et de formulation des interventions. Ce programme vise également à apporter un soutien à travers des études, de formulation des projets, à réaliser des actions d'information, de sensibilisation, et de visibilité en tenant compte de la spécificité des différentes parties prenantes.

La RCA reste encore couverte par de nombreuses organisations de la société civile (OSC) peu structurées, mais actives, en particulier en zone rurale. Les capacités de ces organisations de la société civile locale sont en général faibles en matière de gouvernance interne et ne leur permettent pas de formuler des projets d'envergure permettant de sécuriser les financements indispensables pour assurer leur durabilité. La grande majorité des OSC centrafricaines se caractérisent par leurs faibles capacités organisationnelles, techniques et financières. D'autres défis majeurs sont (i) le degré limité de structuration interne, de planification stratégique et des capacités techniques, notamment les capacités de plaider, de lobbying, d'interpellation et de négociation pour la défense des intérêts des communautés; (ii) le faible niveau de collaboration entre les OSC; (iii) la gouvernance interne des OSC. Les besoins de renforcement de capacités des OSC ne sont pas simplement de nature technique mais fortement liés aux défis de vision stratégique et de participation démocratique des citoyens centrafricains. Elles disposent d'une faible capacité d'absorption de fonds extérieurs à cause de leur faible capacité à élaborer des projets pertinents et cohérents pour financement. Néanmoins, quelques plateformes et réseaux des OSC centrafricaines sont structurées, mais tributaires des conflits internes. Dans le cadre de la présente action, des activités de renforcement des capacités de la société civile dans toutes ses dimensions travaillant dans les domaines et secteurs prioritaires de l'UE leur permettront non seulement de participer de manière éclairée au dialogue avec l'UE, les autorités nationales et locales, mais aussi de veiller sur la transparence de la gestion des finances publiques, la gouvernance et la lutte contre la corruption et l'impunité.

Les **acteurs de l'Équipe Europe et les autres partenaires présents en RCA**, partenaires clés pour la mise en œuvre et la coordination de l'action de l'UE.

2.3 Autres domaines d'évaluation [uniquement pour les actions d'appui budgétaire]

N/A

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de renforcer l'efficacité du partenariat et la gestion de l'aide dans le cadre de la coopération UE-RCA, tout en renforçant la communication et la diplomatie publique de l'UE dans le pays.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont:

1. Appuyer la mise en œuvre du Programme indicatif multi annuel (PIM) 2021-2027 par des mesures de soutien approprié et assurer la communication stratégique et la diplomatie publique ;
2. Apporter un appui aux acteurs clés de la coopération UE-RCA avec un accent sur le respect des principes de la Déclaration de Paris et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace ;

3. Renforcer le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des actions de la coopération UE-RCA et la prise en compte des questions transversales.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants :

- 1.1 contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) Les programmes et les projets mettant en œuvre le PIM 2021-2027 sont identifiés, formulés et évalués (évaluation à mi-parcours et ex-post) en impliquant la partie nationale et en étroite coordination avec les PTF;
- 1.2 contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) La compréhension, la connaissance et le soutien de l'action de l'UE et la compréhension de ses valeurs et politiques sont assurés;
- 1.3 contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) Les capacités des acteurs de la coopération UE-RCA sont renforcées de manière à contribuer à l'amélioration de la performance et de la durabilité des acquis des programmes et projets ;
- 2.1 contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) Les autorités nationales et les acteurs clés de la coopération UE-RCA apportent une contribution significative à la gestion et à l'efficacité de l'aide ;
- 2.2 contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) L'Équipe Europe bénéficie d'un appui dans le cadre de la mise en œuvre de son aide en RCA ;
- 2.3 contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) Les projets de la coopération UE-RCA sont mis en œuvre conformément aux termes de leurs dispositions techniques et administratives et aux procédures en vigueur ;
- 3.1. contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3) La société civile est renforcée à la fois comme interlocuteur privilégié de la coopération UE-RCA et comme garant de la transparence et de la bonne gouvernance en matière de mise en œuvre des politiques de développement et de gestion de l'aide.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 Les programmes et les projets mettant en œuvre le Programme indicatif multi annuel 2021-2027 sont identifiés, formulés et évalués (évaluation à mi-parcours et ex-post), en impliquant la partie nationale et en étroite coordination avec les PTF.

- ❖ Appui au dialogue sur les politiques publiques, à travers des événements, conférences, études, plateformes d'échanges dans le but d'accompagner les réformes et de renforcer les engagements avec les institutions, la société civile, les organisations de la jeunesse et les autres parties prenantes ;
- ❖ Mobilisation d'une expertise dans le cadre de la mise en œuvre des projets de la coopération UE-RCA : programmation, identification et formulation de projets ;
- ❖ Organisation d'ateliers, de séminaires, de sessions de formation, de conférences et de réunions d'information ;
- ❖ Création et animation d'une plateforme d'échange et de dialogue entre les différents intervenants de la coopération UE-RCA.

Activités liées au produit 1.2 *La compréhension, la connaissance et le soutien de l'action de l'UE et la compréhension de ses valeurs et politiques sont assurés.*

- ❖ Renforcement de la communication stratégique et de la visibilité de la coopération de l'UE en RCA
- ❖ Mise en place d'une diplomatie publique proactive et contribution à la lutte contre la désinformation ;
- ❖ Mise en œuvre des stratégies cohérentes de capitalisation et d'appropriation des acquis de la coopération avec l'ensemble des partenaires de l'UE.

Activités liées au produit 1.3 *Les capacités des acteurs de la coopération UE-RCA sont renforcées de manière à contribuer à l'amélioration de la performance et de la durabilité des acquis des programmes et projets.*

- ❖ Mise en œuvre de séminaires de formation de renforcement de capacité des acteurs clés de la coopération UE-RCA ;

- ❖ Mobilisation d'une expertise dans le cadre des formations en renforcement sur les enjeux de l'appropriation nationale sur les actions de l'UE en RCA et les thématiques transversales soutenues par la coopération.

Activités liées au produit 2.1 *Les autorités nationales et les acteurs clés de la coopération UE-RCA apportent une contribution significative à la gestion et à l'efficacité de l'aide.*

- ❖ Appui au dispositif de transition, de gestion et de coordination de l'aide de l'UE qui sera chargé d'assurer le suivi des programmes financés sous le 11^e FED et Global Europe et d'assurer un transfert progressif de compétence aux ministères sectoriels ;
- ❖ Soutien au renforcement des capacités des ministères sectoriels pour faciliter l'appropriation, la coordination et la mise en œuvre de la coopération ;
- ❖ Appui technique et financier aux structures nationales en charge de la mise en œuvre des interventions de l'UE ;
- ❖ Appui au suivi régulier de la mise en œuvre des projets et programmes de coopération UE - RCA permettant un suivi plus efficace des performances ;
- ❖ Organisation des revues annuelles de la mise en œuvre du Programme indicatif multi annuel ainsi que des revues sectorielles ou thématiques ;
- ❖ Organisation de la revue à mi-parcours du Programme indicatif multi-annuel et son alignement avec Vision 2050⁴
- ❖ Appui au mécanisme du suivi de la mise en œuvre du PIM au travers la collecte des données et l'analyse des indicateurs clés ;
- ❖ Appui à la tenue de réunions de restitution et de capitalisation des résultats sur les actions de l'UE ;
- ❖ Contribution à la qualité et à la régularité du dialogue avec le parlement, le secteur privé, les organisations de la société civile, des groupes sociaux spécifique tels que les femmes, les jeunes, etc. sur la mise en œuvre du MIP et les enjeux de la coopération avec l'UE ;
- ❖ Soutien à la coordination entre PTFs et la concertation entre PTFs ; l'État et la société civile.

Activités liées au produit 2.2 *L'Équipe Europe bénéficie d'un appui dans sa formulation.*

- ❖ Appui à la promotion et au développement de l'approche Équipe Europe.
- ❖ Appui à des missions d'expertise de court terme sur des aspects stratégiques et des thèmes transversaux de la coopération UE-RCA pertinentes pour l'approche Équipe Europe ;
- ❖ Soutien aux modalités de participation des OSC dans la mise en œuvre des initiatives Équipe Europe comme parties prenantes clés au niveau national et pour leur permettre de jouer un rôle déterminant dans la définition des priorités à traiter ;
- ❖ Appui à la production de résultats tangibles et d'envergure par la mutualisation des efforts des États membres dans le cadre d'Initiatives Équipe Europe.

Activités liées au produit 2.3 *Les projets de la coopération UE-RCA sont mis en œuvre conformément aux termes de leurs dispositions techniques et administratives et aux procédures en vigueur*

- ❖ Appui-conseil sur la veille procédurale et contrôles dans la mise en œuvre des programmes et projets financés par l'UE ;
- ❖ Appui à la mise en place d'un dispositif de suivi-régulier dans le but d'améliorer globalement les résultats atteints par l'identification des difficultés en temps réel facilitant ainsi les rectifications en cours de route ;
- ❖ Appui à la mise en place d'une approche participative des processus d'évaluation pour une meilleure appropriation des résultats et de la mise en œuvre des recommandations ;
- ❖ Appui au dispositif de suivi et évaluation des projets, ainsi que des actions ponctuelles de renforcement des capacités ou de concertation entre partenaires nationaux et locaux.

⁴ Le gouvernement de la RCA est en train de formuler le nouveau document de programmation Vision 2050, qui remplacera le RCPCA

Activités liées au produit 3.1 *La société civile est renforcée à la fois comme interlocuteur privilégié de la coopération UE-RCA et comme garant de la transparence et de la bonne gouvernance en matière de mise en œuvre des politiques de développement et de gestion de l'aide.*

- ❖ Renforcement des capacités de la société civile, afin qu'elle s'organise au niveau local comme national pour défendre ses intérêts et qu'elle puisse jouer son rôle de veille concernant la bonne gouvernance (y compris pour la bonne gestion des finances publiques) et la performance des politiques sectorielles.
- ❖ Investissement dans une meilleure connaissance de la société civile centrafricaine à travers la réalisation d'une cartographie dans les domaines prioritaires du PIM ;
- ❖ Activités d'engagement avec la société civile, non seulement en ce qui concerne l'appui à des initiatives (financement de projets) mais aussi au niveau du dialogue sectoriel ;
- ❖ Promotion de la participation de la société civile dans les organes de suivi des programmes et projets de coopération UE-RCA (Comités Techniques de suivi, Comités de Pilotage) ;
- ❖ Appui à la société civile dans la lutte contre la corruption et l'impunité ainsi que dans l'émergence d'une culture citoyenne et l'État de droit ;
- ❖ Renforcement de l'engagement des organisations de la société civile locales en tant qu'acteurs de la gouvernance et du développement national;
- ❖ Renforcement de la société civile en vue de la promotion de la démocratie et du développement de la culture, y compris l'appui au secteur médiatique.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

La présente action est susceptible de financer des études d'impact en matière environnementale qui contribueront directement ou indirectement à la protection de l'environnement et à la prise en compte des enjeux et des défis liés au changement climatique. Le renforcement de capacité des acteurs de la coopération intégrera la problématique de la protection de l'environnement et le changement climatique comme thématiques transversales de la coopération UE-RCA.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1⁵. Cela implique qu'un accent sera mis sur des activités concrètes visant à l'intégration de la dimension genre dans la planification et l'exécution des programmes et projets mis en œuvre dans le cadre de la coopération UE-RCA.

A savoir, la RCA a ratifié plusieurs conventions internationales, celle relative à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Sur le cadre formel, l'égalité est établie par la constitution de 2016 qui reconnaît l'égalité des droits et devoirs à tous les citoyens. La loi instituant la parité entre les hommes et les femmes a été promulguée le 24 novembre 2016. Le cadre juridique est généralement favorable.

Droits de l'homme

Dans le cadre de la présente action, une attention particulière sera apportée à tout ce qui contribue à promouvoir les droits humains. Cet aspect sera notamment pris en compte dans les activités qui ciblent le renforcement de capacité de la société civile. En plus en renforcement sur l'approche basée sur les droits humain sera prévu. Tous les activités dans le cadre de la coopération UE-RCA respectèrent les cinq principes opérationnels : respect a tous les droits humains, participation, non-discrimination, redevabilité et transparence.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que des efforts seront à consentir pour que cette dimension soit mieux prise en compte dans les programmes et projets financés par l'UE en RCA tant dans leur formulation que dans leur mise en œuvre. A savoir, la RCA a ratifié la Convention aux droits de personnes handicapées le 11 octobre 2016.

⁵ Objectif principal / objectif significatif / non ciblé

Démocratie

Le renforcement de la démocratie est une thématique qui est au cœur de la présente action. Cela constitue un élément central des activités qui seront mises en œuvre, et plus particulièrement en ce qui concerne la communication stratégique autour des enjeux et des défis de l'aide de l'UE en RCA.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Vu le contexte et les orientations stratégiques repris dans le PIM 2021-2027, la sensibilité aux conflits, la paix et la résilience constituent des enjeux et des défis majeurs pris en compte dans tous les programmes et projets mis en œuvre dans le cadre de la coopération UE-RCA. La RCA fait partie du groupe du G7 des pays fragiles et elle demeure journellement en proie à des conflits avec des groupes armés sur une grande partie de son territoire. Cette insécurité et la nécessité d'un dialogue politique constant continue de justifier la présence d'une force de maintien de la paix des Nations Unies.

Réduction des risques de catastrophes

La RCA est un pays aux multiples vulnérabilités. Les PTFs, y compris l'UE, y développent de plus en plus de réflexions sur la réduction des risques de catastrophe, prévention et mitigation, en lien avec la thématique de la résilience.

Autres considérations, le cas échéant

N/A

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Projet	Les projets financés dans le cadre du PIM en RCA rencontrent des difficultés de mise en œuvre	Moyenne	Élevé	Bonne préparation des documents d'action
Sécuritaire	Les efforts visant le rétablissement de la paix et la réconciliation ne produisent pas les effets attendus, avec à la clé le risque d'une reprise des hostilités	Moyenne	Haut	Les programmes et projets de l'UE déployés de manière équitable sur l'ensemble du territoire, contribuent directement à créer les conditions pour promouvoir la réconciliation et la paix.
Politique	Le Parlement ne se sent pas concerné par la coopération entre l'UE et la RCA	Moyen	Faible	Il s'agit de renforcer les canaux de communication avec les Parlementaires qui se montrent les plus concernés par l'aide apportée par l'UE à la RCA
Institutionnel	Le dispositif mis en place pour garantir la gestion et l'efficacité de l'aide de	Haute	Haut	Le dispositif qui sera mis en place avec l'appui de la présente action valorisera au mieux l'expertise acquise par la

	l'UE au niveau du MEPCI ne prend pas en compte les acquis et l'expertise de la CAONF préexistante dans le cadre de la mise en œuvre du FED en RCA			CAONF en matière de pilotages, de gestion et de suivi de l'aide que l'UE apporte à la RCA.
Institutionnel	Les ministères techniques n'assument pas pleinement leurs responsabilités et leur rôle dans la mise en œuvre des programmes et projets de l'UE en RCA	Moyenne	Haut	Le dispositif qui sera mis en place avec l'appui de la présente action permettra de mettre en œuvre des actions pertinentes de renforcement de capacité des ministères techniques en matière de pilotage, de gestion et de suivi des actions de la coopération UE-RCA.
Partenariat	Les PTFs éprouvent des réticences à se coordonner entre eux	Faible	Moyen	Les autorités nationales ont mis en place des plateformes nationales et sectorielles de coordination de l'aide (cf. le Comité Directeur Conjoint et les Comités de coordination sectorielles mis en place sous l'égide du SP-RCPCA). L'UE joue un rôle clé dans ces plateformes mitigeant ainsi le risque d'un manque de coordination PTFs entre eux, en particulier durant les phases de conception et de mise en œuvre des programmes et projets.
Technique	Les ministères techniques se montrent peu réceptifs aux activités de renforcement initiées dans le cadre de la présente action	Elevée	Moyen	Il s'agit alors de renforcer la concertation et le dialogue entre le dispositif mis en place au niveau du MEPCI et les ministères techniques concernés.
Technique	La société civile ne prend pas suffisamment conscience des défis qu'elle peut relever dans le cadre de la coopération entre l'UE et la RCA.	Moyenne	Moyen	Des actions fortes de sensibilisation vis-à-vis des membres les plus influents de la société civile sont à prévoir dans le cadre de la présente action

Enseignements tirés:

La facilité de coopération est un instrument qui s'est révélé indispensable pour appuyer les acteurs clés (services de l'ordonnateur national, ministères sectoriels) sur des sujets connexes aux priorités de la coopération. Elle a offert la flexibilité nécessaire pour donner une réponse aux besoins de complémentarité aux actions prévues dans les domaines prioritaires. Elle est mobilisée plusieurs fois pour les questions transversales, telles que le genre ou la protection de l'environnement, mais aussi les enjeux relatifs à la communication stratégique ou au dialogue (diplomatie publique), par exemple. Dans le contexte spécifique de la RCA, elle constitue un instrument financier

indispensable pour une contribution efficace à la stabilité nationale, régionale et une véritable opportunité pour renforcer l'implication des acteurs nationaux de la coopération UE-RCA. Tout ceci, pour assurer à la fois la pérennisation des acquis de cette coopération et sa contribution durable à la stratégie globale de développement du pays.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est de **soutenir de manière horizontale la coopération de l'UE en RCA**. Ainsi à travers cette action :

- Les ressources et les capacités requises pour la mise en œuvre des activités de soutien décrites ci-dessus seront mobilisées afin de **faciliter la mise en œuvre du Programme indicatif multi annuel**, permettant ainsi de renforcer le rôle de l'UE en RCA et l'appropriation des contreparties dans la mise en œuvre des programmes. Les mesures d'appui technique dans le cadre des activités pourront le plus aboutir à une **meilleure intégration des aspects transversaux** dans la coopération de l'UE en RCA.
- Les activités permettront **d'améliorer la coordination de l'aide**, tant avec le gouvernement centrafricain (avec le rôle central joué par le ministre d'État au Plan, au Plan et à la Coopération internationale et les ministères sectoriels), qu'avec les autres partenaires financiers et en particulier l'Équipe Europe.
- Les activités prévues ci-dessus permettront de plus d'engager davantage la Délégation de l'Union Européenne **à se rapprocher du public centrafricain et à renforcer sa compréhension des actions de l'UE à travers des activités d'information et visibilité** sur i) les politiques et priorités clés via des initiatives locales de communication stratégique ; ii) le renforcement des relations bilatérales/multilatérales pour un engagement de long terme avec des publics et des partenaires clés ; (iii) le développement et la mobilisation des réseaux via des actions de diplomatie publique ; et iv) la lutte contre la désinformation et la manipulation de l'information pour renforcer la résilience de l'environnement de l'information via des initiatives dédiées.
- Au-delà d'un soutien aux capacités nationales, cette action vise en effet à développer une **meilleure communication quant à l'action européenne, en particulier des Initiatives Équipe Europe**, afin que celle-ci soit mieux connue et comprise par un large public centrafricain et de renforcer également leur compréhension sur les actions de l'UE. A cet effet, l'action de diplomatie publique et de communication stratégique de l'UE en RCA doit être à la hauteur de l'importance du rôle de partenaire clé et le rôle que l'UE joue en Centrafrique. Cette activité transversale vise en priorité l'accompagnement de l'action politique de l'UE, dans le but de renforcer l'image, la perception et la réputation positive de l'UE, de partenaire fiable, neutre, crédible, engagée dans la durée, et transmettre le message de partenariat d'égal à égal tourné vers les populations. A ce titre, la Délégation de l'Union Européenne dans la mise en œuvre de son stratégie de communication stratégique, envisage d'être accompagnée par des agences spécialisées de communication qui émergent de plus en plus au niveau nationale.
- **L'action permettra enfin de renforcer les capacités des organisations de société civile locales, pour leur permettre de s'engager** dans le dialogue politique au niveau national, la mise en œuvre et le suivi des plans et programmes de développement national. Ce soutien permettra aussi aux acteurs de la société civile de promouvoir un environnement favorable en RCA, de s'engager dans l'égalité des sexes et l'inclusion des jeunes. Le soutien de l'UE aux réseaux et plates-formes de la société civile lui permettra de participer aux forums de dialogue multipartite avec plus d'accessibilité.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce Document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats/indicateurs/valeurs cibles/sources de données/hypothèse-pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Renforcer l'efficacité du partenariat et la gestion de l'aide dans le cadre de la coopération UE-RCA.	1 Notation ROM des projets financés dans le cadre de la coopération UE-RCA	1 NA	1 Bon / 2027	1 Rapports ROM	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	Appuyer la mise en œuvre du PIM 2021-2027 par des mesures de soutien appropriées et assurer la communication stratégique et la diplomatie publique	1.1 % d'engagements et des décaissements sur des fonds alloués au PIM 2021-2027 1.2 Le plan global de communication des actions UE en RCA élaboré est mis en œuvre 1.3 Nombre de fora et de réunions internationales sur l'efficacité de l'aide auxquels participe la RCA	1.1 NA 1.2 NA 1.3 Aucun	1.1 75 % engagés et 50 % décaissés jusqu'en 2027 1.2 Plan validé avant fin 2022 1.3. Au moins un (1) par an	1.1 Extraction OPSYS 1.2 Plan global de communication des actions UE en RCA 1.3 Comptes-rendus des fora et de réunions internationales	La stabilité et la paix se maintiennent en RCA Il y a une réelle appropriation par tous les acteurs des enjeux et des défis pris en compte dans le PIM 2012-2027. La RCA s'inscrit dans une
Effet direct 2	Apporter un appui aux acteurs clés de la coopération UE-RCA avec un accent sur le respect des principes de la Déclaration de Paris et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace	2.1 Nombre de projets financés dans le cadre du PIM faisant partie intégrante des budgets programmes 2.3 Un cadre de suivi de la mise en œuvre du PIM 2021-2027 en lien avec le cadre de suivi du RCPCA (ou son successeur) est opérationnel	2.1 Aucun 2.2 NA 2.3 NA	2.1 Tous / 2027 2.2 90 % / 2027 2.3 Cadre de suivi défini avant fin 2022 et opérationnel avant fin 2023	2.1 Budgets programmes 2.2 Extraction OPSYS 2.3 Rapports produits par el cadre de suivi	La RCA s'inscrit dans une dynamique régionale faisant de l'efficacité de l'aide et du partenariat une priorité en vue d'asseoir durablement les bases de son développement socio-économique.
Effet direct 3	Renforcer le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des actions de la coopération UE-RCA et la prise en compte des questions transversales	3.1 Une cartographie/mapping des interventions des OSC est élaborée et publiée 3.2 Nombre de programmes et projets impliquant la société civile dans les organes de suivi (Comités de pilotage, comités techniques de suivi) 3.3 Nombre de CCS auxquels participe la société civile	3.1 Aucun 3.2 NA	3.1 75 % des programmes ou projets UE 3.2 50 % de sessions enregistrant la participation de la SC	3.1 Comptes rendus des Comités de pilotage, comités techniques de suivi 3.2 Comptes-rendus des CCS	L'approche budget programme est effective voire rendu obligatoire dans les secteurs clés de la coopération UE-RCA. La transition vers le nouvel accord de partenariat UE – OEACP prend en compte le respect des exigences

Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 Les programmes et les projets mettant en œuvre le PIM 2021-2027 sont identifiés, formulés et évalués (évaluation à mi-parcours et ex-post) en impliquant la partie nationale, les actions de l'UE sont visibles et sa logique d'intervention bien connue	1.1.1 Nombre de missions d'expertise dans le cadre de la mise en œuvre des projets de la coopération UE-RCA : 1.1.2 Nombre de missions d'expertise dans le cadre de la mise en œuvre des projets de la coopération UE-RCA impliquant la partie nationale	1.1.1 A déterminer 1.1.2 A déterminer	1.1.1 3 par an 1.1.2 3/par an	1.1.1 Rapports de mission	liées aux principes de la Déclaration de Paris et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace. Un cadre de collaboration avec le SP-RCPCA s'appuyant sur les acquis de PAMOCFED est effectif et performant. La société civile a conscience du rôle et des responsabilités qu'elle se doit d'assumer dans le cadre de la mise en œuvre de la coopération UE-RCA
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 La compréhension, connaissance et soutien de l'action de l'UE et la compréhension de ses valeurs et politiques sont assurés .	1.2.1 Portée 1.2.2 Engagement 1.2.3 Nombre d'abonnés 1.2.4 Ratio de clics1. 1.2.5 Perception de l'UE	1.2.1 A déterminer 1.2.2 A déterminer 1.2.3 A déterminer 1.2.4 A déterminer 1.2.5 A déterminer	1.2.5 Enquête d'opinion 2023		Les ministères techniques ont la volonté de s'impliquer dans toutes les étapes du cycle des projets
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 Les capacités des acteurs de la coopération UE-RCA sont renforcées de manière à contribuer à l'amélioration de la performance et de la durabilité des acquis des programmes et projets	2.1 Nombre de cadres des départements ministériels clés, du secteur privé et de la société civile ayant bénéficié de renforcement de capacité en procédure de passation de marché de l' UE.	1.2.1 A déterminer	1.2.1 15 par an	1.2.1 Supports produits au terme des ateliers, des séminaires, des sessions de formation, des conférences et de réunions d'information 1.2.2 Rapport de mission	Il existe une volonté des autorités du pays à contribuer, au niveau régional et international, à contribuer à améliorer la gestion et l'efficacité de l'aide et du partenariat UE-OEACP
						Il existe une volonté de l'ensemble des parties prenantes de la coopération UE-RCA de s'engager dans le respect des principes de la Déclaration de Paris et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 Les autorités nationales et les acteurs	2.1.1 Nombre d'actions de renforcement de capacité des acteurs de la coopération avec l'UE.	2.1.1 NA 2.1.2 NA 2.1.3 NA	2.1.1 2 par an 2.1.2 75 % CCS pleinement	2.1.1 Rapports d'exécution de la FCT	

	clés de la coopération UE-RCA apportent une contribution significative à la gestion et l'efficacité de l'aide	2.1.2 % de CCS opérationnels 2.1.3 Les revues de la mise en œuvre du PIM 2021-2027 se tiennent chaque année 2.1.4 Nombre de sessions et de rencontres avec le Parlement et la société civile	2.1.4 NA	opérationnels (2 réunions par an) 2.1.3 1 Revue annuelle PIM par an 2.1.4 1 Rencontre par an avec le Parlement 2.1.4 1 Rencontre par an avec la société civile	2.1.2 CR CCS 2.1.3 CR revues annuelles PIM 2.1.4 CR rencontres avec le Parlement 2.1.4 CR rencontres avec la société civile	
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 L'Equipe Team Europe bénéficie d'un appui circonstancié dans le cadre de la mise en œuvre de son aide en RCA	2.2.1 Nombre d'expertise court terme sur les aspects stratégiques et les thèmes transversaux de la coopération UE-RCA. 2.2.2 Nombre d'événements mettant en avant les atouts, les enjeux et les défis de l'aide de l'UE à la RCA	2.2.1 NA 2.2.2 NA	2.2.1 2 par an 2.2.2 1 par an	2.2.1 Rapport de mission 2.2.2 CR événements	
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3 Les projets de la coopération UE-RCA sont mis en œuvre conformément aux termes de leurs dispositions techniques et administratives et aux procédures en vigueur	2.3.1 Nombre de projets et programmes et projets ne connaissant pas de problèmes d'inéligibilité 2.3.2 Nombre de projets et programmes avec une tenue régulière des Comités de Pilotage (CP) et des Comités techniques de suivi (CTS) évaluation impliquant la partie nationale	2.3.1 Elevé 2.3.3 Faible 2.3.3 A déterminer 2.3.4 Aucune	2.3.1 Faible / 2027 2.3.2 Tenue régulière 2.3.3 A déterminer 2.3.4 2 par an	2.3.1 Extraction OPSYS 2.3.2 CR CP 2.3.2 CR CTS 2.3.4 Rapports de missions de suivi-évaluation	
Produit 1 lié à l'effet direct 3	3.1 La société civile est renforcée à la fois comme interlocuteur privilégié de la coopération UE-RCA et comme garant de la transparence et de la bonne gouvernance en matière de mise en œuvre des politiques de développement et de gestion de l'aide	3.1.1 Nombre de politiques et décisions gouvernementales ayant été impacté par la société civile	3.1.1 A préciser	3.1.1 En augmentation	3.1.1 Politiques et décisions	

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République centrafricaine.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁶.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

Une ou plusieurs subvention(s) pourront être attribués afin d'atteindre les résultats prévus sous l'objectif spécifique 3 « Renforcer le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des actions de la coopération UE-RCA et la prise en compte des questions transversales ». Il s'agira de renforcer les capacités de la société civile, d'investir dans une meilleure connaissance de celle-ci, de soutenir des activités d'engagement avec celle-ci, de promouvoir sa participation dans les organes de suivi des programmes de la coopération UE/RCA, et d'appuyer son rôle de veille concernant la bonne gouvernance et la performance des politiques sectorielles.

b) Type de demandeurs visés

Les organisations de la société civile à but non lucratif et/ou leurs associations. La priorité sera accordée au soutien des OSC partenaires afin de renforcer leurs capacités conformément aux objectifs de l'action. L'éligibilité du codemandeur et des entités affiliées est limitée à tous les types d'OSC à but non lucratif et/ou à leurs associations lorsque cela est justifié.

Les plateformes et ou les réseaux des organisations de la société civile qui travaillent dans les secteurs prioritaires du PIM seront identifiées pour la mise en œuvre des actions qui seront proposées dans la feuille de route société civile en cours de finalisation. Elles seront des bénéficiaires des subventions des projets qui seront proposées pour financement.

4.4.2 Gestion directe (passation des marchés)

Plusieurs passations de marchés sont prévues pour contribuer à l'atteinte des objectifs spécifiques 1 et 2 :

Concernant l'objectif spécifique 1 « Appuyer la mise en œuvre du Programme indicatif multi annuel (PIM) 2021-2027 par des mesures de soutien approprié et assurer la communication stratégique et la diplomatie publique »: Il

⁶ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

s'agira de contrats de service pour appuyer la mise en œuvre du PIM 2021-2027 par des mesures de soutien appropriées et assurer la communication stratégique et la diplomatie publique. Il s'agira de mettre en œuvre les activités liées aux produits 1.1, 1.2 et 1.3(cf section 3.2).

Concernant l'objectif spécifique 2 « Apporter un appui aux acteurs clés de la coopération UE-RCA avec un accent sur le respect des principes de la Déclaration de Paris et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace ». Il s'agira de la contractualisation d'un contrat de service pour la fourniture d'experts long et court termes en appui aux acteurs clés de la coopération UE-RCA. Les résultats attendus pour cet objectif sont les suivants: (i) les autorités nationales et les acteurs clés de la coopération UE-RCA apportent une contribution significative à la gestion et l'efficacité de l'aide ; (ii) la programmation conjointe et l'approche Team Europe bénéficient d'une expertise européenne ; et (iii) les projets de la coopération UE-RCA sont mis en œuvre conformément aux termes de leurs dispositions techniques et administratives et aux procédures en vigueur. L'équipe de la mission d'assistance technique recrutée sera chargée de soutenir le dispositif de la coordination de l'aide UE qui sera mis en place par le ministère du Plan et assurera la maîtrise d'œuvre de la convention de financement.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas de circonstances exceptionnelles et indépendantes de la volonté de la Commission rendant impossible la mise en œuvre de la partie prévue selon la modalité de gestion directe (4.4.1 et 4.4.2), une gestion indirecte avec une/des entité(s) dont les piliers ont été positivement évalués sélectionnée(s) par les services de la Commission sur la base des critères suivants: (i) compétence particulière dans le domaine d'activité et/ou la zone géographique, (ii) expérience dans la mise en œuvre d'actions similaires.

Ce changement de mode gestion directe à une gestion indirecte sera motivé, le cas échéant par un gain d'efficacité et d'efficience de l'action et une valeur ajoutée de cette coopération en terme de compétences et expérience dans la mise en œuvre des actions similaires.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.34		
Objectif spécifique 1 : Appuyer la mise en œuvre Programme indicatif multi annuel 2021-2027 par des mesures de soutien appropriées et assurer la communication stratégique et la diplomatie publique.	1 500 000	
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	1 500 000	
Objectif spécifique 2 : Apporter un appui aux acteurs clés dans la mise en œuvre de la coopération UE-RCA avec un accent sur	2 650 000	

le respect des principes de la Déclaration de Paris et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace		
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	2 650 000	
Objectif spécifique 3 : Renforcer le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des actions de la coopération UE-RCA et la prise en compte des questions transversales	2 000 000	
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	2 000 000	
<i>Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>2 000 000</i>	
<i>Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	<i>4 150 000</i>	
Evaluation – cf. section 5.2	200 000	
Audit – cf. section 5.3		
Provision pour dépenses imprévues	150 000	
Totaux	6 500 000	

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage de la présente action sera créé et mis en place en tant qu'organe de décision. Ce comité de pilotage sera mis en place comprenant les services du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale, les services publics en charge de la mise en œuvre des programmes de coopération UE RCA sous le PIM et ceux de la Délégation de l'Union européenne. A titre indicatif, la Délégation pourra inviter d'autres partenaires pertinents en fonction des thématiques sur lesquels, il est proposé de travailler sous financement de la présente Facilité de coopération. Le comité se réunira au moins annuellement. Les propositions peuvent émaner de la Commission ou du Gouvernement. La décision finale du financement est du ressort de la Délégation. Ce comité de pilotage sera chargé de suivre la mise en œuvre de la présente action et de s'assurer de la prise en compte de tous les partenaires clés. Il aura pour mission d'assurer le pilotage du projet et de proposer, le cas échéant, des réorientations nécessaires au cours de la mise en œuvre.

Un comité technique de suivi sera également mis en place. Il se réunira sur base trimestrielle en session ordinaire et sera présidé conjointement par un(e) représentant(e) du MEPCI et de la Délégation de l'UE. Son rôle sera d'assurer le suivi des activités de mises en œuvre, de superviser l'avancement du projet et d'émettre des recommandations au comité de pilotage.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union Européenne, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Des rapports semestriels de suivi de mise en œuvre, ainsi que les rapports finaux d'exécution annuels seront distribués aux membres du COPIL et permettront de suivre l'évolution du taux de réalisation des actions

programmées et du niveau d'atteinte des produits induits associés, à travers la mesure des indicateurs de résultats figurant dans le cadre logique du projet.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la spécificité de l'action, une évaluation finale pourra être effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractées par la Commission.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que le dispositif mis en place au sein du MEPCI devra être sans doute être consolidé et renforcé au regard des enjeux présentes et futures de la coopération UE-RCA.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un (1) mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Dans le cadre de l'appui au Team Europe Initiative, des évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

Sur le plan régional et mondial, les montants alloués à la communication stratégique et de diplomatie publique seront gérés depuis le siège.

Sur le plan national, les documents d'action pour les programmes sectoriels spécifiques ne doivent plus inclure une disposition pour les activités de communication promouvant les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

À cette fin, les Délégations élaboreront dans un premier temps un plan de communication stratégique et de diplomatie publique à court-terme qui reflètera les objectifs de la Délégation dans son ensemble dans ce domaine. Ces plans couvriront dans un premier temps la période allant jusqu'à l'évaluation de mi-parcours. Les plans seront approuvés par un mécanisme de coordination composé du Service Européen des Actions Extérieures (SEAE), de la DG INTPA, de la DG NEAR et FPI, et seront examinés, modifiés et étendus le cas échéant lors de l'évaluation de mi-parcours.

Ce plan couvrira, entre autre :

1. Les publics visés
2. Pour chaque groupe ciblé, le principal objectif de communication, exprimé en termes de résultats mesurables
3. Le récit de base, formulé en termes non pas de ce que nous faisons dans le pays concerné, mais pourquoi nous le faisons
4. Suggestions d'ébauches de contenu (messages, slogans, hashtags), partenariats (influenceurs) et canaux
5. Informations administratives clés : calendrier, budget et responsable du programme chargé de la mise en œuvre

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention⁷ (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#): ACT- 60897
Niveau Contract		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Passation de marchés (gestion directe) pour un contrat de service service pour appuyer la mise en œuvre du PIM 2021-2027 par des mesures de soutien appropriées et assurer la communication stratégique et la diplomatie publique. 1 500 000 EUR
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Passation de marchés (gestion directe) pour un contrat de service pour une mission d'équipe d'assistance technique aux acteurs clés de la coopération UE-RCA. 2 650 000 EUR
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Subventions (gestion directe) pour renforcer le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des actions de la coopération UE-RCA et la prise en compte des questions transversales. 2 000 000 EUR
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Passation de marchés (gestion directe) pour des contrats de service pour les Evaluations et Audits. 200 000 EUR

⁷ [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).